**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Title**Recrutement d’un (e) expert (e) national(e ) ou international(e ) en droits des enfants  | **Funding Code**4320/A0/05/881/001/001 - RR | **Type of engagement**[x]  Consultant [ ]  Individual Contractor Part-Time[ ]  Individual Contractor Full-Time | **Duty Station:**Tunisia Country Office |
| **Purpose of Activity/Assignment:** Renforcement des compétences et connaissances des acteurs clés du Ministère des Finances et des cadres des ministères sociaux en matière des droits des enfants afin de garantir des processus budgétaires tenant en compte des besoins des enfants  |
| **Contexte de la consultation :** Les défis actuels, tels que la pauvreté, l’accès inéquitable aux services sociaux et les risques accrus pour les enfants vulnérables, exigent une réponse stratégique, intégrée et inclusive au niveau des politiques publiques. L’environnement international a évolué avec l’adoption de conventions et de traités, notamment la Convention Internationale des Droits de l’Enfant (CIDE). Dans ce contexte, les ministères sociaux jouent un rôle central dans la concrétisation de ces engagements, en traduisant les principes des droits de l’enfant en actions concrètes au sein de leurs politiques publiques et leurs budgets. Cependant, il est de plus en plus évident que la prise en compte des droits de l’enfant dans les stratégies nationales ne suffit pas. Il est impératif d’achever le processus d’opérationnalisation et d’adopter à cet effet une approche de déclinaison de ces orientations nationales dans les politiques publiques et dans les budgets, notamment à travers une Budgétisation Sensible à l’Enfant (BSE). Dans ce contexte, la Convention relative aux droits de l’enfant (CIDE) souligne l’obligation des États de mobiliser et de dépenser les ressources nécessaires pour assurer la réalisation des droits de l’enfant ; Article 4 de la CIDE : « Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale ». Cela implique la traduction des engagements politiques en ressources financières allouées de manière adéquate pour répondre aux besoins spécifiques des enfants. La Tunisie s’est engagée dans la réalisation des ODD et dans la mise en œuvre de la budgétisation sensible à l’enfant (BSE) et de la budgétisation sensible au genre (BSG) dans le but de promouvoir les droits des enfants et l’égalité de genre tout en s’alignant aux engagements internationaux. Toutefois, ces engagements ne sont pas, encore, traduits dans les politiques publiques et dans les budgets des missions (ministères).A cet effet, un partenariat entre le Ministère des Finances et le bureau de l’UNICEF a été lancé depuis janvier 2023 pour promouvoir l’institutionnalisation de la BSE et la BSG et la transformation des pratiques budgétaires qui contribuent à la réalisation effective des politiques publiques. Ce partenariat a porté sur le renforcement des compétences et l’accompagnement technique des acteurs clés en matière des nomenclatures sensibles à l’enfant et au genre permettant l’identification, le suivi et l’analyse des allocations budgétaires destinées aux personnes les plus vulnérables y compris les enfants et les femmes. Deux sessions de formation ont été effectuées en mois de décembre 2023 au profit de deux groupes des ministères pour 60 personnes sur les engagements internationaux de la Tunisie en matière de droits de l’enfant.Dans le prolongement de cette action, l’UNICEF continue à appuyer le Ministère des Finances à l’institutionnalisation de la budgétisation sensible à l’enfant à travers le recrutement d’un (e ) expert(e ) en droits des enfants qui sera chargé(e) de déterminer les priorités nationales en matière de réalisation des droits des enfants qui seront introduites dans le circulaire budgétaire du M. Finances en 2024.**Objectif Général de la consultation :**La consultation a pour objectifs de  déterminer les priorités nationales en matière de réalisation des droits des enfants qui seront introduites dans le circulaire budgétaire du M. Finances en 2024. 1. **Objectifs spécifiques :**
2. Objectif spécifique 1 :
* Cartographier les politiques et stratégies nationales en lien avec les droits des enfants afin d’avoir une représentation complète du paysage juridique et politique en Tunisie. Ceci implique l’identification, la synthèse et la mise en perspective des différents textes législatifs et stratégiques adoptés au niveau national en faveur des droits des enfants.
1. Objectif spécifique 2 :
* Renforcer les capacités des cadres des ministères sociaux en matière de connaissances, promotion, suivi, respect et réalisation des droits des enfants, filles et garçons en Tunisie, à travers l’organisation d’une série de formations sur le cadre juridique national qui régit les droits de l’enfant en Tunisie ainsi que les stratégies ministérielles et politiques nationales y afférentes.
1. Objectifs spécifique 3 :
* Cartographier les parties prenantes à travers l’élaboration d’une carte visuelle des différents parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des droits des enfants, mettant l’accent sur les acteurs clés et les différents synergies et divergences entre eux, ainsi que leur contribution et leur intervention dans la mise en œuvre des engagements sur le plan national et international.
1. **Résultats attendus :**
* Le Ministère des Finances dispose d’une vision claire des cadres normatifs existants, des responsabilités attribuées aux ministères sociaux, d’une base solide pour évaluer la cohérence et l’efficacité des politiques en place ainsi que les lacunes éventuelles.
* Les cadres des ministères sociaux sont dotés de compétences et des acquis en matière des droits de l’enfant et sensibiliser sur l’importance de la déclinaison des engagements nationaux et internationaux en faveur de l’enfant dans les politiques publiques et le budget.
* Le Ministère des Finances est doté d’une compréhension approfondie des dynamiques impliquées dans la mise en œuvre des droits et les synergies et divergences entre les différentes parties prenantes. Ceci contribuera à identifier les opportunités de collaboration et à résoudre d’éventuels défis d’attributions, contribuant ainsi à renforcer l’efficacité des politiques et stratégies nationales en faveur des droits des enfants.
 |
|  |
| **Child Safeguarding** Is this project/assignment considered as “[Elevated Risk Role](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Guidance%20on%20Identifying%20Elevated%20Risk%20Roles_finalversion.pdf?CT=1590792470221&OR=ItemsView)” from a child safeguarding perspective?        [ ]    YES    [x]    NO     If YES, check all that apply:                                                                                                                                                     **Direct contact role**[ ]  YES     [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

|  |
| --- |
| 0 |

 **Child data role**[ ]  YES    [x]   NO  If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

|  |
| --- |
| 0 |

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/SitePages/Amendments-to-the-Recruitment-Guidance.aspx) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Child%20Safeguarding%20FAQs%20and%20Updates%20Dec%202020.pdf)   |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Budget Year:** | **Requesting Section/Issuing Office:** | **Reasons why consultancy cannot be done by staff:** |
| ***2024*** | ***Social Policy Section – Tunisia***  | **Need of external expertise** |
| **Included in Annual/Rolling Workplan***:* [x]  Yes [ ]  No, please justify:***Résultats PTBA 2024-2025*** *1.1.2 Appui technique aux processus nationaux de planification stratégique y compris sectoriels et participation des enfants* ***Activités PTBA 2024-2025****1.1.2.2 Continuer l'appui technique pour l'institutionnalisation de la nomenclature BSE et BSG dans le budget national, la mise en ligne de la plateforme Budget Ouvert (Miziatuna) et le renforcement des capacités en finances publiques sensibles à l'enfance (PF4C)* |
| **Consultant sourcing:**[ ]  National [ ]  International [x]  Both**Competitive Selection:**[x]  Advertisement [ ]  Desk Review [ ]  Roster **Single Source Selection** [ ]   | **Request for:**[x]  New SSA – Individual Contract[ ]  Extension/ Amendment |
| **If Extension, Justification for extension:** |
| **Supervisor:** | **Start Date:**1.02.2024 | **End Date:**31.04.2024 | **Number of working Days** 40 H/J |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Assignments Overview** | **Deliverables/Outputs** | **Timeline** | **Estimate Budget** |
| 1. **Recherche documentaire** : Collecte d’informations et de documents pertinents sur les politiques et les stratégies nationales actuelles liées aux droits des enfants et les attributions afférentes des ministères sociaux
 | 1.1 Rapport de recherche documentaire détaillant les politiques et stratégies nationales existantes liées aux droits des enfants et les attributions des ministères sociaux. | 7 jours après le démarrage de la consultation | 5H/J |
| 1.2 Un draft de guide d'entretien soumis pour validation par l'UCGBO et l'UNICEF | 4 jours après le démarrage de la consultation | 3H/J |
| 1. **Renforcement de capacités** de 60 cadres des ministères sociaux en matière de politiques et stratégies nationales relatives aux droits des enfants
 | 2.1 Grilles d’appréciation des connaissances et des attentes des participants | Une semaine avant le démarrage des sessions | 1H/J |
| 2.2 Un draft du programme des sessions de formation pour validation du contenu du programme de formation | Une semaine avant le démarrage des sessions | 2H/J |
| 2.3 Outils pédagogiques (présentations PPT, travaux de groupe, etc.) adaptés issus des politiques et stratégies nationales, etc. | 5 jours avant le démarrage de la formation | 5H/J |
| 2.4 Un rapport décrivant le déroulement des 2 sessions de formation et comportant les leçons tirées et les recommandations pour mieux capitaliser la série de formations réalisées. | Deux semaines après la menée de la formation | 2H/J |
| 1. **Cartographie des parties prenantes-** création d’une matrice des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des droits des enfants, mettant l’accent sur les acteurs clés et les différents synergies et divergences entre eux, ainsi que leur contribution et leur intervention dans la mise en œuvre des engagements sur le plan national et international
 | 3.1 Un guide d'entretien validé par l’UCGBO et l'UNICEF qui servira à la conduite des entretiens avec les parties prenantes | 3 jours après la revue du draft par l’UCGBO et l’UNICEF | 2 H/J |
| 3.2 Un rapport synthétisant les résultats et les principales conclusions tirées de différentes entrevues menées. | 5 jours après la conduite des différentes entrevues avec les ministères | 5 H/J |
| 3.4 Carte des parties prenantes illustrant les diverses entités impliquées et les acteurs clés ainsi que les synergies et divergences entre eux, tout en mettant en relief leurs contributions dans la réalisation des droits des enfants à l’échelle national et international. | 5 jours après la menée des différentes entrevues avec les ministères | 7H/J |
| 3.4 Un rapport global synthétisant toutes les informations, analyses et recommandations, prêt à être présenté aux parties prenantes concernées. | 7 jours après la soumission de la carte des parties prenantes à l’UCGBO et l’UNICEF | 3H/J |
| 4) Identification des **priorités nationales en matière des droits des enfants** à introduire dans la circulaire budgétaire | 4.1 Une note sur les priorités nationales en matière des droits des enfants à introduire dans la circulaire budgétaire | 7 jours après la soumission du rapport global (3.4) | 5H/J |
|  |  |  | **40 H/J** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Estimated Consultancy fee** |  |  |
| Travel International (if applicable) | NA – Les ateliers de formation seront organisés sur le grand Tunis |  |
| Travel Local (please include travel plan) | NA- Les ateliers de formation seront organisés sur le grand Tunis |  |
| DSA (if applicable) | NA- Les ateliers de formation seront organisés sur le grand Tunis |  |
| **Total estimated consultancy costs[[1]](#endnote-2) (40/J)** |  |  |
| **Minimum Qualifications required:** | **Knowledge/Expertise/Skills required:** |
| [ ]  Bachelors [x]  Masters [ ]  PhD [ ]  Other Enter DisciplinesDroits humains, droits et protection des enfants et des personnes vulnérables, sciences sociales et juridiques ou autres domaines pertinents | - Expérience dans le domaine des droits de l’enfant, de planification stratégique et de plaidoyer.- Expérience dans en formation avec les partenaires nationaux.- Connaissances approfondies et maitrise du cadre juridique national et connaissance en finances publiques. |
| [**Competitive Selection Criteria**](https://unicef.sharepoint.com/%3Ax%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7Bda0b1215-ade3-4345-8188-e2b7df9b2fa4%7D&action=default&uid=%7BDA0B1215-ADE3-4345-8188-E2B7DF9B2FA4%7D&ListItemId=353&ListId=%7B465BE47D-174D-4461-B4D6-18B9FC34CB32%7D&odsp=1&env=prod&web=1&cid=a9bfc2d5-3213-4b69-9b04-acb0c830c6d1) **(for clarification see** [**Guidance)**](https://unicef.sharepoint.com/%3Aw%3A/r/sites/DHR/_layouts/15/Doc.aspx?sourcedoc=%7BB3E3517A-8BBF-4368-90FE-7DBCD31544EA%7D&file=Guidance%20on%20Completing%20the%20Selection%20Matrix%20for%20Consultants%20and%20Individual%20Contractors.docx&action=default&mobileredirect=true)

|  |  |
| --- | --- |
| A) Technical Evaluation (maximum 75 Points)  | B) Financial Proposal (maximum of 25 Points) |
| **Expérience Professionnelle :** Au moins 10 ans d’expérience dans le domaine des droits de l’enfant, de planification stratégique et de plaidoyer. | Pas de critères  |
| **Maitrise du cadre juridique national et connaissance en finances publiques**: Connaissance approfondie des politiques publiques et des stratégies interministérielles en matière des droits des enfants, du cadre juridique national et international  | Pas de critères |
| **Expérience dans en formation avec les partenaires nationaux :**  Au moins 5 ans d'expérience en développement de programmes de formation, animation de sessions et utilisation d'approches pédagogiques adaptées aux différents niveaux de compréhension | Pas de critères |
| **Langues :** Arabe & Français |  |

 |
| **Administrative details:**Visa assistance required: [ ] [x]  Home Based [ ]  Office Based:Les déplacements seront pris en charge par le consultant. Le consultant utilisera son propre PC.  |  **If office based,** seating arrangement identified: [ ] IT and Communication equipment required: [ ] Internet access required: [ ]  |
| **Request Authorised by Section Head** | **Request Verified by HR:** |
|  |  |
| *Approval of Chief of Operations (if Operations): Approval of Deputy Representative (if Programme)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)*  |
|  |
|  |

 Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the “best value for money” principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant

**Text to be added to all TORs:**

Individuals engaged under a consultancy or individual contract will not be considered “staff members” under the Staff Regulations and Rules of the United Nations and UNICEF’s policies and procedures and will not be entitled to benefits provided therein (such as leave entitlements and medical insurance coverage). Their conditions of service will be governed by their contract and the General Conditions of Contracts for the Services of Consultants and Individual Contractors. Consultants and individual contractors are responsible for determining their tax liabilities and for the payment of any taxes and/or duties, in accordance with local or other applicable laws.

The selected candidate is solely responsible to ensure that the visa (applicable) and health insurance required to perform the duties of the contract are valid for the entire period of the contract. Selected candidates are subject to confirmation of fully-vaccinated status against SARS-CoV-2 (Covid-19) with a World Health Organization (WHO)-endorsed vaccine, which must be met prior to taking up the assignment. It does not apply to consultants who will work remotely and are not expected to work on or visit UNICEF premises, programme delivery locations or directly interact with communities UNICEF works with, nor to travel to perform functions for UNICEF for the duration of their consultancy contracts.

UNICEF offers [reasonable accommodation](https://www.unicef.org/careers/unicef-provides-reasonable-accommodation-job-candidates-and-personnel-disabilities) for consultants with disabilities. This may include, for example, accessible software, travel assistance for missions or personal attendants. We encourage you to disclose your disability during your application in case you need reasonable accommodation during the selection process and afterwards in your assignment.

1. [↑](#endnote-ref-2)